

## Témoignages sur l'Alliance du Pacifique, CIIT, le 8 février 2018

Carlo Dade, chercheur principal

École de développement international et mondialisation, Université d'Ottawa

Février 2018

### Introduction

Des travaux approfondis et détaillés ont été réalisés pour décrire l'histoire, la structure et l'évolution de l'Alliance du Pacifique (AP) ainsi que pour aborder les coûts et les avantages pour le Canada d'adhérer à l'AP.

D'un point de vue universitaire, je voudrais, à titre de chercheur principal à l'École de développement international et de mondialisation de l'Université d'Ottawa, m'éloigner un peu des arguments sectoriels ou régionaux entourant l'accord et me concentrer sur le « pourquoi », plus explicatif.

C'est inévitablement la première question qu'on me pose, en partie parce que l'accord a lieu au Canada, et non ailleurs.

### Et pourquoi pas « quoi » plutôt que « pourquoi »?

Pourquoi le Canada devrait-il négocier un accord commercial avec des pays avec lesquels il a déjà des accords commerciaux?

La réponse à cette question met en lumière le fait que l'accord devrait être utile pour le comité dans le débat interne et être communiqué aux électeurs.

Tout d'abord, cette question devrait être posée non seulement au sujet de l'AP, mais chaque fois que nous discutons des accords commerciaux. Notre programme d'accords commerciaux avec la Chine, la Colombie, les États-Unis, ou éventuellement avec le Royaume-Uni ou quelque autre pays n'avait ni pour but de créer quelque chose de complètement nouveau, mais vise plutôt à tabler sur un accord commercial que nous avons déjà avec ces pays. Dans tous les cas, nous négocions un accord commercial avec un pays avec lequel nous avons déjà un accord commercial : le cycle d'Uruguay (Uruguay Round) et divers autres accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) auxquels le Canada fait partie avec 163 autres pays.

Nous estimons qu'il est utile de rechercher, au-delà des principes fondamentaux des accords de l'OMC, de meilleurs avantages sur la base d'occasions économiques particulières et de la volonté politique de saisir ces occasions.

C'est ce que nous offre l'Alliance du Pacifique. C'est quelque chose qui arrive rarement, quand l'occasion se présente, nous devons la saisir.

### Nous l'avons fait dans le passé

Depuis la signature de nos premiers accords bilatéraux avec des membres de l'AP, les pays de l'Alliance ont fait un pas de géant, recherchant des avantages au-delà de l'OMC, mais aussi des accords commerciaux bilatéraux traditionnels fondés sur l'OMC. C'est là une extension simple de la logique de la libéralisation et de l'intégration du commerce.

C'est aussi un programme auquel le Canada avait participé activement et avec enthousiasme.

L'exemple le plus flagrant serait l'Accord commercial Canada–États-Unis et, par la suite, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) qui, rétrospectivement, n'ont été que des étapes de plus vers une intégration économique plus profonde en Amérique du Nord. Nous nous sommes appuyés sur l'ALENA pour ajouter le programme NEXUS, le conseil de coopération en matière de réglementation, l'initiative Au-delà de la frontière, le partenariat Canada-Mexique et les récentes conférences ministérielles nord-américaines sur l'énergie.

Un autre exemple, moins connu ou évident, est l'accord commercial du New West Partnership (NWPTA) entre la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, ou son prédécesseur, l'Accord sur le commerce, l'investissement et la mobilité de la main-d'œuvre entre la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan.

Il est intéressant de comparer les textes de chacun des deux accords.

NWPTA	Alliance du Pacifique
<p>CONCLURE un accord exhaustif sur le commerce, l'investissement et la mobilité de la main-d'œuvre, applicable à tous les secteurs de l'économie;</p> <p>ÉLIMINER les obstacles qui limitent ou entravent le commerce, l'investissement ou la mobilité de la main-d'œuvre;</p> <p>RENFORCER la compétitivité, la croissance économique et la stabilité;</p> <p>ACCROÎTRE les possibilités et les choix offerts aux travailleurs, aux investisseurs, aux consommateurs et aux entreprises;</p> <p>RÉDUIRE les coûts pour les consommateurs, les entreprises et les gouvernements;</p> <p>FOURNIR l'accès à l'information pour faciliter le commerce, l'investissement et la mobilité de la main-d'œuvre;</p> <p>PROMOUVOIR le développement durable dans le respect de l'environnement, et des niveaux élevés de protection du consommateur, santé et normes du travail;</p> <p>COOPÉRER à des questions relatives au commerce, à l'investissement et à la mobilité de la main-d'œuvre;</p> <p>RÉDUIRE AU MINIMUM les effets d'autres mesures pouvant entraver le commerce, l'investissement ou la mobilité de la main-d'œuvre;</p> <p>RÉGLER les différends de façon efficace, peu coûteuse et rapide;</p> <p>APPUYER la libéralisation des échanges et des investissements à l'échelle nationale et internationale;</p> <p>DÉMONTRER les avantages de la libéralisation des échanges au Canada en simplifiant l'Accord sur le commerce intérieur et en élargissant sa portée.</p>	<p>S'INSPIRE de la Déclaration présidentielle de Lima du 28 avril 2011, par laquelle l'Alliance du Pacifique a été établie en vue de créer une zone d'intégration profonde, qui vise à atteindre progressivement la libre circulation des produits, des services, des capitaux et des personnes;</p> <p>CONVAINCUE que l'intégration économique régionale représente pour les États latino-américains l'outil de promotion essentiel pour promouvoir un développement économique et social durable, améliorer la qualité de vie de leurs peuples et combattre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités sociales persistantes;</p> <p>EST DÉTERMINÉE à renforcer en Amérique latine les précédents systèmes d'intégration en vue de promouvoir le régionalisme ouvert, qui consiste à intégrer les membres dans le monde de la mondialisation et à les relier à d'autres initiatives de régionalisation;</p> <p>S'ENGAGE à offrir aux entreprises un cadre juridique prévisible pour le développement du commerce des produits et services et des investissements, afin de promouvoir leur participation active aux relations économiques et commerciales entre les parties;</p> <p>CONVIENT d'établir des règles claires et mutuellement avantageuses entre les parties, afin de créer les conditions nécessaires à la croissance et à la diversification du commerce, du développement et de la compétitivité dans leur économie;</p> <p>EST CONVAINCUE qu'il est important de favoriser la libre circulation entre les parties afin de contribuer à l'amélioration de la compétitivité et du développement économique;</p> <p>RÉAFFIRME comme condition essentielle de la participation à l'Alliance du Pacifique la validité de l'État de droit et des ordres constitutionnels respectifs, la séparation des pouvoirs de l'État ainsi que la promotion, la protection, le respect et la garantie des droits de la personne et des libertés fondamentales.</p>
<p><a href="http://www.newwestpartnershiptrade.ca/the_agreement.asp">http://www.newwestpartnershiptrade.ca/the_agreement.asp</a></p>	<p><a href="https://alianzapacifico.net/en/documentos/">https://alianzapacifico.net/en/documentos/</a> [EN ANGLAIS SEULEMENT - TRADUCTION]</p>

Il est bien entendu que l'amélioration de la compétitivité régionale en vue d'une alliance commerciale avec l'Asie, bien qu'elle ne soit pas articulée, est une raison d'être essentielle de la NWPTA. Ou comme l'Alliance du Pacifique l'a énoncé, il faut « devenir une plateforme d'expression politique, d'intégration économique et commerciale et de rayonnement sur la scène mondiale, surtout pour la région de l'Asie-Pacifique ».

### Mais nous avons échoué, ou alors nous échouons

Bien que l'Alliance du Pacifique ait réussi à atteindre les ambitieux objectifs d'intégration, le Canada a connu un succès mitigé à ce jour; l'avenir paraît sombre, voire tout à fait contraire au progrès.

Le New West Partnership est dans un piètre état, les quatre provinces de l'Ouest étant réduites à se disputer des plaques d'immatriculation. Les tentatives précédentes de rationalisation et de partage des missions commerciales extérieures et d'exportation des activités de promotion sont mortes au *Feuilleton*. Les quatre provinces font maintenant cavalier seul tandis que les pays de l'Alliance du Pacifique non seulement vont de l'avant avec la coopération commerciale, mais ont même ouvert une ambassade conjointe en Afrique.

Quatre pays, littéralement en guerre l'un contre l'autre jusqu'à récemment, ont réussi à enterrer la hache de guerre pour réaliser des gains économiques mutuels, et voilà qu'au Canada on se bat pour des plaques d'immatriculation.

Un renversement marqué dans le contexte des difficultés entourant les négociations de l'ALENA menace la progression de l'intégration nord-américaine. Mais l'ALENA ne représente pas l'entière intégration en Amérique du Nord. Il semble que plusieurs des initiatives postérieures à l'ALENA, comme NEXUS et les conférences ministérielles sur l'énergie, se poursuivront. Le problème, c'est que plutôt que s'attaquer de front à l'avancement de l'intégration, nous tentons simplement de conserver ce que nous avons. Pendant ce temps, l'Alliance du Pacifique va de l'avant avec de nouvelles initiatives pour renforcer l'intégration afin de devenir encore plus compétitive et attrayante pour le commerce avec l'Asie.

C'est donc sous cet angle que l'AP prend encore plus d'importance pour le Canada.

### Autres avantages de l'AP

Pour le gouvernement canadien actuel, l'AP est aussi le plus « progressiste » de tous les véritables systèmes d'intégration. Par exemple, l'AP avait déjà mis sur pied des groupes de travail sur le genre avant même que notre premier ministre actuel appuie le leadership et, à plus forte raison, commence à réfléchir sérieusement au commerce.

Il y aura un coût pour le Canada, qu'il se joigne à l'AP en tant que membre à part entière ou qu'il renforce son intégration avec le groupe. Pour bénéficier des avantages de l'adhésion à l'AP, il faudra faire des concessions qui devront être analysées et archivées.

Il ne s'agit pas ici de parcourir les coûts-avantages inhérents à ce débat, mais de définir un cadre permettant de réfléchir à la façon d'évaluer les données dans le débat. Pour conclure, nous allons probablement bientôt débattre de la possibilité de conclure un accord commercial avec le Royaume-Uni. Un argument, peut-être le plus fort, sera avancé pour justifier cette possibilité : le coût de la négociation et de la conclusion d'un accord avec le Royaume-Uni sera extraordinairement bas; nous pouvons par ailleurs nous appuyer sur l'accord avec les États-Unis, etc.

## Autres publications sur l'Alliance du Pacifique

1. *L'Amérique latine est-elle la porte d'entrée de l'Asie pour le Canada?*, *The Globe and Mail*, octobre 2012, <https://www.google.ca/amp/s/www.theglobeandmail.com/opinion/is-this-canadas-latin-path-to-asia/article4592174/%3fservice=amp>.
2. *The Pacific Alliance: An Example of Lessons Learned*, Center for Strategic and International Studies, Washington, D.C., juillet 2013, <https://www.csis.org/analysis/pacific-alliance-example-lessons-learned>.
3. *Why Canada Needs the Pacific Alliance*, OpenCanada, mai 2013, <https://www.opencanada.org/features/why-canada-needs-the-pacific-alliance/>.
4. *The Pacific Alliance: Canada's best option for trade in Asia*, Options politiques, décembre 2017, <http://policyoptions.irpp.org/magazines/december-2017/the-pacific-alliance-canadas-best-option-for-trade-in-asia/>.
5. *Une porte d'entrée sur l'Amérique latine*, World Trade Centre, Winnipeg, mai 2015, <http://www.wtcwinnipeg.com/fr/news/a-gateway-to-latin-america/>.
6. *Guest Post: Stephen Harper and the Pacific Alliance*, *The Agenda*, TVO, mai 2013, <https://tvo.org/blog/current-affairs/inside-agenda/guest-post-stephen-harper-and-the-pacific-alliance>.
7. *Pacific Alliance should top Canada's trade agenda*, *The Hill Times*, mai 2013, <http://www.hilltimes.com/global/2013/05/22/pacific-alliance-should-top-canadas-trade-agenda/33877>.
8. *The importance of moving people, Canada already has visa-free travel with regions with higher levels of violent crime than found in Pacific Alliance countries*, *Embassy*, avril 2013, <http://www.embassynews.ca/opinion/2013/04/16/the-importance-of-moving-people/43652>.
9. *The Pacific Alliance and New Zealand*, Center for Strategic and International Studies, juin 2014, <https://www.csis.org/analysis/pacific-alliance-and-new-zealand>.
10. Présentations en Corée
  - a. *Korean Council on Latin America and the Caribbean / Korean International Trade Association*, juin 2013, [http://prezi.com/ijcpyjftxhea/?utm\\_campaign=share&utm\\_medium=copy](http://prezi.com/ijcpyjftxhea/?utm_campaign=share&utm_medium=copy).
  - b. *Korea Institute for International Economic Policy*, juin 2013, [http://prezi.com/mptv2ciqjd7/?utm\\_campaign=share&utm\\_medium=copy](http://prezi.com/mptv2ciqjd7/?utm_campaign=share&utm_medium=copy).